

L'UE pratique la torture contre la Grèce

Le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas l'a reconnu

dimanche 26 avril 2020, par [LA SOCIALE](#)

Nous publions ce texte qui émane d'un diplomate grec, Leonidas Chrysanthopoulos. Il est une très juste caractérisation de ce qu'est l'UE.

Ministre des Affaires Étrangères Allemand: : la troïka était un outil de torture imposé à la Grèce

20/04/2020

Par Leonidas Chrysanthopoulos

Ambassadeur ad honorem

16.4.20

Sur le site officiel du ministère allemand des Affaires étrangères, nous lisons l'extrait suivant d'une interview du ministre des Affaires étrangères Heiko Maas dans son interview avec Der Spiegel : 'Dans cette crise, nous avons besoin d'une aide rapide sans outils de torture tels que la troïka ou des mesures d'austérité sévères ...'

Nous ne pouvons condamner cette déclaration parce que le ministre allemand dit la vérité, une vérité que la majorité des Grecs ont ressentie. Cependant, c'est la première fois qu'un ministre allemand décrit la troïka et les mesures d'austérité rigoureuses comme des outils de torture, des outils qui pour dix ans ont torturé le peuple grec.

Ce sont les mesures d'austérité strictes qui ont réussi à l'effondrement du système de santé grec en réduisant d'environ 42,5% du budget alloué aux soins de santé, qui ont augmenté le chômage à 28% et le chômage des jeunes à 60%, ont fait passer les décès annuels de 70 000 à 124 000, et obliger environ 800 000 Grecs à quitter leur pays torturé pour trouver du travail à l'étranger, principalement dans d'autres pays de l'UE. Des erreurs ont été commises en imposant ces mesures au peuple grec, des erreurs reconnues même par la troïka et le FMI. L'ancien président de l'Eurogroupe J. Dijsselbloem dans une interview qu'il a accordée au journal grec « Ta Nea » publiée le 27 août 2018 a admis que des erreurs avaient été commises par les Européens dans la gestion de la crise grecque, affirmant qu'au départ, ils avaient expérimenté et qu'il leur avait fallu quatre ans pour mettre en place des mécanismes pour faire face à la crise. Il a admis qu'une politique différente aurait dû être mise en œuvre en Grèce, car les programmes de sauvetage étaient très stricts et leur mise en œuvre a été très difficile. L'ancien membre de la Commission européenne, Pierre Moscovici, a déclaré plus ouvertement sur son blog du 20 août 2018 : « Des erreurs ont également été commises - à Athènes, Bruxelles, Berlin et Washington - prolongeant inutilement la crise. Nous avons également sous-estimé l'état désastreux dans lequel se trouvait la Grèce au début de la crise, ce qui semblait être une crise budgétaire unique était en réalité une crise profonde de l'État et de l'économie grecque. Il a donc fallu plusieurs années pour l'apprécier correctement. En conséquence, la conception des trois programmes d'assistance financière consécutifs était imparfaite.... L'expertise financière du FMI était initialement nécessaire et avait été utile ; mais certaines positions étaient trop brutales et personnelles, ont créé des problèmes avec les Grecs et même conduit l'Eurogroupe à adopter des réformes qui, à mon avis, ont été trop dures, en particulier celles sur les pensions qui devraient débiter en 2019. Huit ans de crise, c'est beaucoup trop long. Les politiciens ont une responsabilité sur cette histoire et j'accepterai la mienne. Il faut reconnaître que les méthodes

utilisées ont parfois été intrusives et que ces fonctionnaires ont eu une influence majeure sur le processus

Et bien sûr, même la raison officielle pour laquelle les programmes de mémoranda ont été imposés à la Grèce, à savoir la réduction de la dette publique de 120% du PIB en 2010, a échoué, atteignant aujourd'hui 185% du PIB.

Le récent rejet par la troïka de la demande du gouvernement grec d'étendre la protection juridique de la résidence principale est un autre exemple de l'utilisation de l'outil de torture, laissant des dizaines de milliers de Grecs dans l'agonie de perdre leur maison même au milieu la situation sans précédent du coronavirus pandémique et ses effets dévastateurs sur l'économie.

En reconnaissant que la troïka et les mesures d'austérité strictes sont des outils de torture, le ministre Maas admet que la torture a été utilisée en Grèce au cours des dix dernières années et qu'il s'agit d'une violation massive des droits de l'homme de 11 millions de personnes, qui était alors la population de la Grèce. Par conséquent, le gouvernement grec n'a plus aucune obligation de continuer à payer les obligations de mémoranda, mémoranda qui ont été imposés au pays et à son peuple. Il existe également deux rapports d'experts indépendants des Nations Unies sur les effets de la dette extérieure et d'autres obligations financières internationales des États sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme, celui de Cephias Lumina (A / HRC / 35/50 / Add. 1. 7.3.2014) et de Pablo Bohoslavski (A / HRC 31 ? 60 / add.2 29.2.16 Ces rapports reconnaissent les violations des droits de l'homme en Grèce en raison des obligations de mémorandums.

Le gouvernement grec doit désormais informer l'Allemagne et les autres créanciers qu'il ne peut plus continuer à effectuer les paiements annuels des mémoranda , qui ont été imposés à la Grèce sous la torture, afin que ces fonds puissent être utilisés pour soutenir la population de la Grèce pendant la crise des coronavirus. .

Nous remercions le ministre Maas pour sa honnêteté.

Sent from [Outlook](#)